

L'UPM EST NÉE

Un nouveau mode de connexion nord-sud

Méditerranéens du Sud et Européens se reconnectent autrement, après les liaisons ratées du Processus de Barcelone dans sa conception originale de 1995. Hier, dans l'après-midi, à Paris, est née en effet l'Union pour la Méditerranée (UMP). Le bébé, conçu par Sarkozy et adopté par Bruxelles, est venu au monde dans le faste mais sans tous ses attributs.

Sofiane Aït Iflis-Alger (Le Soir)- La quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement, pour laquelle un tapis plutôt bleu que rouge a été déployé au Grand Palais, sur le bord de la Seine, ne se montre pas excessivement préoccupée par tant de renvois à plus tard. On célèbre la naissance puis on verra. Y compris pour la traditionnelle photo de famille. Elle peut égratigner certaines susceptibilités, alors on ne pose pas. L'important, aux yeux des Européens mais de Sarkozy surtout, est que le lancement de l'UMP ait lieu sans accroc. Il n'y en a eu au demeurant aucun de vraiment significatif. Le président français, également président européen pour six mois, a même réussi d'inespérées prouesses diplomatiques. Il est parvenu, en effet, à rapprocher le président syrien Bachar Al-Assad et le fraîchement élu président libanais, Michel Sleimane. Les deux présidents, réunis la veille du sommet par Nicolas Sarkozy, en présence de l'émir du Qatar qui assu-

re la présidence du Conseil du Golfe, ont affiché une disponibilité partagée à rouvrir des représentations diplomatiques. Mais Sarkozy a accompli davantage en matière de come-back de la diplomatie française au Moyen-Orient : réunir autour de la même table Bachar Al-Assad, le Syrien et Ehud Olmert, l'Israélien. Une prouesse impensable il y a quelque temps, même si, sous l'égide de la Turquie, un mal-aimé de l'Europe, la Syrie et Israël négocient indirectement un accord de paix. Le président syrien a fait même un pas en avant dans sa quête de paix avec Israël, puisque, dans une déclaration à Al Jazeera, il a évoqué la possibilité d'une relation normale avec l'Etat hébreu dans le cadre d'un accord de paix. Bachar Al-Assad entend par relation normale aussi bien les représentations diplomatiques que les traités bilatéraux. Et, toujours dans le cadre de cette immersion de la diplomatie française au Moyen-Orient, Sarkozy a arraché une poignée de main

entre le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas et le Premier ministre israélien Ehud Olmert. Une poignée de main qui rappelle celle échangée entre Yasser Arafat et Shimon Pérez, sous la houlette de l'ancien président américain Bill Clinton. Il faut bien dire que le président français a bien réfléchi à son agenda de rencontres en marge du lancement de l'UPM. Un agenda dédié quasi-exclusivement à la complexe crise du Moyen-Orient mais qui, bien sûr, lui a assuré un retentissant écho médiatique doublé d'une assez appréciable performance diplomatique. D'ailleurs, l'essentiel ayant été cousu lors de ces miniconclaves, il ne restait à Sarkozy que de lancer officiellement l'UPM sous le générique de la paix. Un générique auquel fera écho le laïus introductif du coprésident de l'UPM, le président égyptien Hosni Mubarak qui, lui aussi, a appelé à la poursuite des négociations entre Palestiniens et Israéliens pour parvenir à la conclusion de la paix.

Défection inattendue du roi du Maroc

Si le président français a vu arriver grand monde au Grand Palais, il manquait, cependant,

le roi du Maroc, Mohammed VI. Ce dernier, qui n'a à aucun moment laissé planer le doute autre de sa participation au sommet de l'UPM, a, en dernière minute, choisi de se faire représenter par son frère.

Officiellement, c'est pour cause d'agenda surchargé qu'il a décidé de ne pas se rendre à Paris.

Mais d'aucuns croient plus à une «bouderie» puisque le royaume, qui rivalisait avec la Tunisie pour accueillir une des structures de l'UPM, le secrétariat, a très mal apprécié qu'en définitive, l'UE recueille la candidature de Barcelone. Une manière de couper net à la rivalité entre Rabat et Tunis.

L'autre défection, connue celle-là, est celle du guide de la Révolution libyenne qui a tenu parole et ne s'est donc pas rendu à Paris. Sarkozy a dû se reconforter de la présence du Premier ministre turc, Erdogan.

Les Turcs avaient initialement retenu de se faire représenter par le ministre des Affaires étrangères. Les Turcs ont négocié cette participation à un plus haut niveau. C'est donc Sarkozy qui a lâché du lest. Notamment sur la question de l'intégration de la Turquie dans l'es-

pace institutionnel européen.

Petit budget, actions réduites

Faute d'argent, l'UPM doit se suffire de quelques actions concrètes. Du moins, pour cette phase de démarrage.

La Commission européenne avait déjà fait savoir qu'il faille à l'UPM de trouver d'autres

sources de financement si elle veut mener à bien ses projets, notamment des financements privés. Ce manque d'argent a d'ailleurs limité, pour le moment, les actions de l'Union. Le sommet de Paris n'en a retenu que six, dont le projet de dépollution de la Méditerranée. Un projet qui nécessite au moins 2 milliards d'euros. Enorme. S. A. I.

LE RCD FUSTIGE L'ATTITUDE

DE BOUTEFLIKA

L'Algérie a sacrifié

l'essentiel à l'accessoire

«Dans cet enjeu géostratégique, l'Algérie a, une fois de plus, sacrifié l'essentiel à l'accessoire.» Ç'en est là l'implacable constat que fait le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) quant à l'attitude de l'Algérie par rapport au projet de l'Union pour la Méditerranée.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Dans un communiqué rendu public la veille de l'ouverture du sommet de Paris, le parti de Saïd Sadi se désole de ce qu'«après avoir tergiversé et tenté d'entraîner dans un autre front du refus» des pays de la rive sud, le chef de l'Etat algérien fait annoncer par le président français à partir de Tayako, sa participation (...) par ailleurs attendue».

Pour le RCD, les raisons de toutes ces tergiversations sont, à vrai dire, d'ordre politique. «Le président français a annoncé que le chef de l'Etat algérien aurait droit à une visite d'Etat en France en 2009, année probable de l'élection présidentielle.» C'est une manière on ne peut plus subtile pour Paris de suggérer un soutien au... troisième mandat de Bouteflika.

«Cette invitation semble être interprétée par le dirigeant algérien comme un quitus de la part de la France à tous les abus qui caractérisent habituellement les consultations électorales dans notre pays», remarque d'ailleurs le RCD pour qui «sur le plan personnel, Abdelaziz Bouteflika a bénéficié d'un traitement spécifique qui flatte l'égo».

Avant de lâcher crûment : «La caution, réelle ou supposée, pour une fraude électorale et les gratifications narcissiques sont, selon toute vraisemblance, les conditions qui ont déterminé l'accord algérien.»

A l'arrivée, l'Algérie perd lourdement au change. «D'autres Etats de la rive sud, aux visions et projets assumés, ont négocié pied à pied leurs intérêts bien compris : la coprésidence échoit à l'Egypte, le secrétariat général revient au Maroc. Pour sa part, la Tunisie accueille le siège de l'UPM», déplore encore le parti de Saïd Sadi.

Le seul parti d'opposition ouverte et assumée à Bouteflika estime que «le projet de l'UPM, s'il devait aboutir pourrait représenter un espace d'échange et de coopération important pour la stabilité et le développement des nations concernées».

Mais que, d'ores et déjà, l'Algérie rate le départ en sacrifiant l'essentiel à l'accessoire. «La politique étrangère n'échappe pas à l'improvisation qui handicape la scène nationale», conclut le RCD qui rappelle comme un leitmotiv que «cet égarement vient rappeler, si besoin est, l'urgence d'une alternative à un régime archaïque, aveuglé par sa rente et qui s'exclut de l'implacable mouvement de l'histoire».

K. A.

LE CHEF DE L'ÉTAT PARLE DE L'UPM

«Les difficultés résident dans le financement»

Le président de la République, qui a finalement participé au lancement de l'UPM à Paris après un long suspense, a résumé, dans un court entretien à l'APS, ce que la rive sud de la Méditerranée attend de cette nouvelle construction.

Le président Bouteflika a situé les difficultés au niveau des financements des actions que l'Union projette. «Il est tout à fait clair que les difficultés auxquelles se heurtera l'Union pour la Méditerranée se situeront d'abord au niveau du financement des actions projetées. Car il faut le reconnaître, la problématique de la disponibilité de ressources financières pour nourrir le partenariat euro-méditerranéen n'est pas encore définitivement élucidée. Des défis d'une autre nature attendent l'Union

pour la Méditerranée. L'un d'eux est inhérent à la composition même du partenariat euro-méditerranéen.

S'attachant en priorité à réaliser des projets concrets, le voilà qui se trouve, d'emblée, en butte à une donnée objective qui tient au nombre des Etats qui le constituent. Comment, en effet, réunir quarante-quatre volontés partagées autour de la réalisation d'un projet concret ? L'entreprise paraît difficile sauf à encourager et multiplier les projets sous-régionaux, ceux qui ont vocation à rassembler un nombre restreint de pays fermement décidés à aller plus vite et plus loin. C'est tout l'intérêt des projets dits «à géométrie variable», des projets qui seront le fruit d'une volonté partagée entre quelques-uns des engagements et risques compris, et qui s'inscrivent

tous dans la réalisation des objectifs du Processus de Barcelone. C'est, là, le moyen le plus souple et le plus pratique, pour donner un contenu concret à cette Union pour la Méditerranée qui mérite qu'une vision commune puisse, au cours des prochains mois, gagner en lisibilité et en cohérence globale, pour la rendre réellement porteuse d'ambitions légitimes», a affirmé Bouteflika. Le président Bouteflika a rappelé la métamorphose qu'a connue le projet initial, lancé par Sarkozy en 2007 et que l'Union européenne a fait sien après l'avoir modifié pour l'intégrer dans le Processus de Barcelone. Un processus dont le président Bouteflika a avoué l'échec. Un échec reconnu au demeurant de part et d'autre de la Méditerranée. C'était en 2005 déjà.

S. A. I.